

"La Russie espère adhérer, à terme, à l'OTAN" dans Le Monde (22 décembre 1991)

Légende: Le 22 décembre 1991, au lendemain du Conseil de coopération nord-atlantique (COCONA), le quotidien français Le Monde s'interroge sur la réaction russe face à un élargissement probable de l'OTAN aux pays d'Europe de l'Est.

Source: Le Monde. 22.12.1991, n° 14 588; 48e année. Paris.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"la_russie_espere_adherer_a_terme_a_l_otan"_dans_le_monde_22_decembre_1991-fr-d9d32dc9-d503-47f0-8db2-6d04f8f9b886.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

La Russie espère adhérer, à terme, à l'OTAN

La France a beau souligner les limites et les ambiguïtés de l'exercice, M. Roland Dumas a volontiers salué comme «une grande première» l'étonnante session inaugurale du Conseil de coopération nord-atlantique (COCONA) rassemblant vendredi 20 décembre, à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères de l'Alliance atlantique et ceux des anciens membres du pacte de Varsovie. Les dizaines de journalistes venus des pays d'Europe centrale et orientale achetaient des briquets et des cravates aux couleurs de la triomphante Alliance, vendus dans l'enceinte qui leur était interdite il n'y a pas si longtemps. M. Manfred Wörner rappelait qu'il ne pouvait même pas recevoir un ambassadeur de l'Est quand il avait pris ses fonctions de secrétaire général, il y a trois ans et demi. Devant les drapeaux des seize membres de l'Alliance, Polonais, Hongrois et Tchécoslovaques donnaient une conférence de presse commune dans le saint des saints, la salle Joseph Luns, où, habituellement, seuls les dirigeants américains ont le privilège de s'adresser aux journalistes, après le secrétaire général.

Les Russes ont largement contribué au succès de la représentation. M. Boris Eltsine y était allé en effet d'une «adresse» envoyée à tous les participants pour se féliciter de ces relations nouvelles qui «s'appuient sur la reconnaissance de valeurs communes», pour saluer l'émergence d'un «nouveau système de sécurité, de Vancouver à Vladivostok», et pour «poser la question de l'adhésion de la Russie à l'OTAN en tant qu'objectif politique à long terme». Interrogé sur cette demande, en réalité pas tellement inattendue, M. Wörner a répondu: «Rien n'est exclu, mais M. Eltsine convient lui-même que c'est une hypothèse»; quant à M. Dumas, il notait que la requête russe demandait examen par l'OTAN et que la réponse «ne viendrait pas rapidement». A la veille de la rencontre d'Alma-Ata, M. Eltsine s'estimait aussi en mesure de promettre que tous les «membres de la communauté des États indépendants qui est en train de se former garantissent l'exécution de toutes les obligations internationales qui découlent pour eux des traités et des accords signés par l'ancienne URSS». La déclaration finale de la réunion de Bruxelles mentionne le «représentant de l'Union soviétique». Ce dernier, l'ambassadeur Afanassievsky, avait approuvé ce texte, préparé plusieurs jours à l'avance. Sur le coup de midi, alors que le document avait déjà été distribué à la presse, il exigea que les mots «Union soviétique» disparaissent, ce qui sera fait pour les archives mais suscita un certain embarras.

Le COCONA se réunira au niveau des ambassadeurs, à compter de février 1992, et au niveau des ministres, la première fois à Oslo, en juin, ensuite à Bruxelles, à l'occasion de la réunion ministérielle d'automne du Conseil de l'Atlantique nord. Des réunions périodiques auront lieu dans le cadre des comités spécialisés de l'OTAN: comité politique, comité économique, comité militaire. La déclaration commune indique: «Nos consultations et notre coopération seront axées sur la sécurité et sur des questions connexes comme la planification de la défense, les approches conceptuelles en matière de maîtrise des armements, la conception démocratique des relations entre civils et militaires, la coordination civilo-militaire de la gestion de la circulation aérienne et la conversion des moyens de production de la défense à des fins civiles». «On ne peut pas dire que je me sente plus en sécurité» après cette réunion, déclarait dans une conférence de presse le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, reflétant en cela le point de vue de ses homologues d'Europe centrale. La réunion de vendredi ne leur a pas apporté les garanties concrètes de sécurité auxquelles ils aspirent, même s'ils conviennent, comme le faisaient le ministre polonais, M. Skubiszewski ou son homologue hongrois, M. Jezensky, qu'elle marque un pas dans la bonne direction.